

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1981.

Art. 3. Onze Ministers van Nationale Opvoeding en Onze Minister, Adjunct voor Nationale Opvoeding zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister, Adjunct voor Nationale Opvoeding,

G. GEENS

De Minister van Nationale Opvoeding,

Ph. BUSQUIN

Art. 2. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 1er octobre 1981.

Art. 3. Nos Ministres de l'Education nationale et Notre Ministre, Adjoint à l'Education nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre, Adjoint à l'Education nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre, Adjoint à l'Education nationale,

G. GEENS

Le Ministre de l'Education nationale,

Ph. BUSQUIN

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 82 — 707

12 MARS 1982

Arrêté fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu la délibération de l'Exécutif régional wallon en date du 27 janvier 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. La présent arrêté répartit les tâches au sein de l'Exécutif en vue de la préparation et de l'exécution de ses décisions dans le respect de l'article 74 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et de l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon.

Art. 2. M. André Damseaux, Ministre-Président de la Région wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures est compétent pour :

- la coordination de la politique de l'Exécutif;
- la saisine du Comité de concertation visé à l'article 31 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;
- les Relations extérieures sous réserve de l'article 10 du présent arrêté;
- les pouvoirs subordonnés en ce compris la tutelle administrative sur ces pouvoirs, les travaux subsidiés les concernant et la fixation du pourcentage à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale.

Art. 3. M. Jean-Maurice Dehoussé, Ministre de l'Economie wallonne, est compétent pour :

- la politique économique à l'exception, dans le cadre de l'aide aux entreprises ou unités d'exploitation, des petites et moyennes entreprises pour l'application de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle qu'elle a été modifiée par la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux classes moyennes;

— la politique de l'emploi;

— l'administration, la gestion du personnel et les services généraux sans préjudice toutefois de l'application de l'article 9 du présent arrêté;

— l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs;

— le remembrement des biens ruraux.

Art. 4. M. Philippe Busquin, Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Energie, est compétent pour :

- les finances et le budget;
- la politique de l'énergie;
- le traitement industriel des déchets;
- l'industrialisation de la pisciculture.

Art. 5. M. Melchior Wathélet, Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne, est compétent pour :

- la recherche appliquée afférente à la politique économique;
- les petites et moyennes entreprises pour l'application de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle qu'elle a été modifiée par la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux classes moyennes;
- les forêts, la chasse, la tenderie et la pêche fluviale;
- l'aménagement du territoire, à l'exception de l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs.

Art. 6. M. Valmy Féaux, Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale, est compétent pour :

- l'environnement, à l'exception du traitement industriel des déchets;
- la politique de l'eau, y compris les nappes d'eau souterraines;

— la rénovation rurale et la conservation de la nature, à l'exception du remembrement des biens ruraux, des forêts, de la chasse, de la tanderie, de la pêche fluviale et de l'industrialisation de la pisciculture.

Art. 7. M. André Bertouille, Ministre de la Région wallonne pour le Logement et l'Informatique, est compétent pour :

- le logement, y compris l'article 33 du Code du Logement;
- l'informatique et la statistique.

Art. 8. Lorsque, dans un dossier initié par le Ministre qui a la recherche appliquée en matière économique dans ses attributions, la Société régionale d'Investissements de Wallonie introduit une demande dont le paiement est supporté par la Région en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal n.° 31, du 15 décembre 1978, créant un Fonds de Rénovation industrielle, la proposition à l'Exécutif régional sera signée conjointement par ce Ministre et par le Ministre de l'Economie wallonne; les deux Ministres restent conjointement responsables du dossier jusqu'à son terme.

Lorsque le Ministre qui a la Recherche appliquée en matière économique dans ses compétences constate qu'un dossier relevant de sa compétence pourrait impliquer une intervention régionale à charge d'un crédit économique tel que le Fonds d'Expansion économique, il associe le Ministre de l'Economie wallonne au traitement du dossier préalablement à l'introduction de ce dernier à l'Exécutif régional; les deux Ministres restent conjointement responsables du dossier jusqu'à son terme.

Art. 9. Par dérogation à l'article 3 du présent arrêté, fait l'objet d'une délibération de l'Exécutif, la fixation du schéma général de l'Administration wallonne. Dans le respect des articles 9 et 13, § 6,

de la loi spéciale de Réformes institutionnelles du 8 août 1980, fait également l'objet d'une délibération de l'Exécutif tout projet de statut, en ce compris le cadre de tous organismes et institutions publics, à créer ou à adapter dans le cadre de la régionalisation.

Art. 10. Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, les missions relatives aux relations intrabelges, c'est-à-dire notamment les relations entre l'Exécutif régional wallon d'une part, et le Gouvernement national ou les autres Exécutifs communautaires ou régionaux d'autre part, sont exercées par les Ministres, Membres de l'Exécutif, en fonction de leurs attributions respectives.

Le Ministre ayant les Relations extérieures dans ses attributions, en assure la coordination.

Art. 11. Chaque Ministre, Membre de l'Exécutif, est compétent pour élaborer tout projet de création, d'organisation et de contrôle des institutions ou établissements traitant des matières qui relèvent de ses attributions.

Art. 12. Sauf en ce qui concerne la politique économique, chaque membre de l'Exécutif est compétent pour la recherche appliquée dans les matières qui relèvent de ses compétences.

Art. 13. L'arrêté royal du 23 avril 1981, fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 27 janvier 1982.

Art. 15. Les Ministres, Membres de l'Exécutif, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mars 1982.

Les Ministres, Membres de l'Exécutif régional wallon,

A. DAMSEAUX
M. WATHELET

J.-M. DEHOUSSE
V. FEAUX

Ph. BUSQUIN
A. BERTOUILLE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 82 — 107

12. MÄRZ 1982

Erlass zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der Beratung der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates,

Beschliesst die Exekutive der Wallonischen Region :

Artikel 1. Der vorliegende Erlass verteilt die Aufgaben innerhalb der Exekutive im Hinblick auf die Vorbereitung und die Ausführung ihrer Beschlüsse in der Befolgung von Artikel 74 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und vom Erlasse der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive.

Art. 2. Herr André Damseaux, Minister-Präsident der Wallonischen Region, der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist, ist zuständig für :

- die Koordinierung der Politik der Exekutive;
- das Recht, ein Verfahren bei dem in Artikel 31 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Konzertierungsausschuss einzuleiten;
- die auswärtigen Beziehungen unter Vorbehalt des Artikels 10 des vorliegenden Erlasses;
- die untergeordneten Behörden einschliesslich der Verwaltungsaufsicht über dieselben, der sie betreffenden bezuschussten Arbeiten und der Festlegung des Prozentsatzes, der dem Sonderfonds für Sozialhilfe zuzuwenden ist.

Art. 3. Herr Jean-Maurice Dehousse, Minister der Wallonischen Wirtschaft, ist zuständig für :

— die Wirtschaftspolitik mit Ausnahme, im Rahmen der Unterstützung von Unternehmen und Betriebsgesellschaften, der kleinen und mittleren Betriebe, was die Anwendung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, wie es durch das Auftriebsgesetz vom 10. Februar 1981 betreffend den Mittelstand abgeändert worden ist, betrifft;

— die Beschäftigungspolitik;

— die Verwaltung, die Personalführung und die allgemeinen Dienste unbeschadet jedoch der Anwendung des Artikels 9 des vorliegenden Erlasses;

— die Anschaffung, das Anlegen und die Ausstattung von Gelände, das zu Industrie-, Handwerks- oder Dienstleistungszwecken benutzt wird, oder von sonstigen Infrastrukturen für die Aufnahme von Investoren, einschliesslich der Investitionen für die Ausstattung von Industriezonen, die in der Nähe von Häfen liegen und deren Zurverfügungstellung für Benutzer;

— die Flurbereinigung.

Art. 4. Herr Philippe Busquin, Minister der Wallonischen Region für den Haushalt und für Energie, ist zuständig für :

- die Finanzen und den Haushalt;
- die Energiepolitik;
- die industrielle Verarbeitung der Abfälle;
- die Industrialisierung der Fischzucht.

Art. 5. Herr Melchior Wathelet, Minister der neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region, ist zuständig für :

— die angewandte Forschung, die sich auf die Wirtschaftspolitik bezieht;

— die kleinen und mittleren Betrieb, was die Anwendung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, wie es durch das Auftriebgesetz vom 10. Februar 1981 betreffend den Mittelstand abgeändert worden ist, betrifft;

— die Wälder, das Jagdwesen, die Vogelfängerei und die Fischerei auf Binnengewässern;

— die Raumordnung mit Ausnahme der Anschaffung, des Anlegens und der Ausstattung von Gelände, das zu Industrie-, Handwerks-, oder Dienstleistungszwecken benutzt wird, oder von sonstigen Infrastrukturen für die Aufnahme von Investoren, einschliesslich der Investitionen für die Ausstattung von Industriezonen, die in der Nähe von Häfen liegen, und deren Zurverfügungstellung für Benutzer.

Art. 6. Herr Valmy Féaux, Minister der Wallonischen Region für das Wasserwesen, die Umwelt und das Landleben, ist zuständig für :

— die Umwelt mit Ausnahme der industriellen Verarbeitung der Abfälle;

— die Wasserpolitik einschliesslich der unterirdischen Wassermächten;

— die Neugestaltung ländlicher Gebiete und die Erhaltung der Natur, mit Ausnahme der Flubereinigung, der Wälder, des Jagdwesens, der Vogelfängerei, der Fischerei auf Binnengewässern und der Industrialisierung der Fischzucht.

Art. 7. Herr André Bertouille, Minister der Wallonischen Region für das Wohnungswesen und die Datenverarbeitung, ist zuständig für :

— das Wohnungswesen, einschliesslich des Artikels 33 des Wohngesetzbuches;

— die Datenverarbeitung und für Statistik.

Art. 8. Wenn die Regionale Investitionsgesellschaft für Wallonien in einer vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die angewandte Forschung in Sachen Wirtschaft gehört, eröffneten Akte einen Antrag stellt, dessen Zahlung aufgrund von Artikel 4 des Königlichen Erlasses Nr. 31 vom 15. Dezember 1978 zur Schaffung eines Industriesanierungsfonds zu Lasten der Region geht, wird der Vorschlag an die Regionalexekutive gemeinsam von jenem Minister und dem Minister der Wallonischen Wirtschaft unterschrieben; beide Minister tragen gemeinsam die Verantwortung für diese Akte bis zu ihrem Abschluss.

Wenn der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die angewandte Forschung in Sachen Wirtschaft gehört, feststellt, dass eine zu seiner Zuständigkeit gehörende Akte eine regionale Betei-

ligung zu Lasten eines Wirtschaftskredits wie des Fonds für Wirtschaftsaufschwung implizieren könnte, bezieht er den Minister der Wallonischen Wirtschaft mit in die Bearbeitung der Akte ein, und zwar bevor diese bei der Regionalexekutive eingereicht wird; beide Minister tragen gemeinsam die Verantwortung für diese Akte bis zu ihrem Abschluss.

Art. 9. In Abweichung von Artikel 3 des vorliegenden Erlasses ist die Festlegung des allgemeinen Schemas der Wallonischen Verwaltung Gegenstand einer Beratung der Exekutive. In der Befolgung der Artikel 9 und 13, § 6, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen ist jeder Statusentwurf, einschliesslich desjenigen des Rahmenpersonals, aller im Rahmen der Regionalisierung zu schaffenden oder anzupassenden öffentlichen Organisationen und Einrichtungen, ebenfalls Gegenstand einer Beratung der Exekutive.

Art. 10. In Abweichung von Artikel 2 des vorliegenden Erlasses werden die Aufträge in bezug auf die innerbelgischen Beziehungen, d.h. namentlich die Beziehungen zwischen der Wallonischen Regionalexekutive einerseits und der nationalen Regierung oder den anderen Exekutiven der Gemeinschaften oder Regionen andererseits, von den Ministern, Mitglieder der Exekutive, je nach ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich ausgeführt. Der für die Auswärtigen Beziehungen zuständige Minister sorgt für die Koordination.

Art. 11. Jeder Minister, Mitglied der Exekutive, ist für die Ausarbeitung jedes Entwurfes zwecks Schaffung, Organisation und Kontrolle der Institutionen oder Einrichtungen zuständig, die sich mit Angelegenheiten befassen, die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehören.

Art. 12. Jedes Mitglied der Exekutive, ist in Sachen der angewandten Forschung zuständig für die Angelegenheiten, die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehören, mit Ausnahme derjenigen, die sich auf die Wirtschaftspolitik beziehen.

Art. 13. Der Königliche Erlass vom 23. April 1981 zur Festlegung der Zuständigkeiten der Minister für die Angelegenheiten der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Art. 14. Der vorliegende Erlass gilt ab dem 27. Januar 1982.

Art. 15. Die Minister, Mitglieder der Exekutive, sind ein jeder in seinem Bereich mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 12. März 1982.

Die Minister, Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive,

A. DAMSEAUX
M. WATHELET

J.-M. DEHOUSSE
V. FEAUX

Ph. BUSQUIN
A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 82 — 707

12 MAART 1982

Besluit houdende yerdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het Besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Gewestexecutieve op datum van 27 januari 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit verdeelt de taken in het midden van de Executieve met het oog op de voorbereiding en de uitvoering van haar beslissingen, met inachtneming van artikel 74 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en van het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve.

Art. 2. De heer André Damseaux, Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen, is bevoegd voor :

- de coördinatie van het beleid van de Executieve;
- het aanhangig maken van zaken bij het in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming der instellingen bedoelde Overlegcomité;
- de Buitenlandse Betrekkingen onder voorbehoud van artikel 10 van dit besluit;
- de ondergeschikte besturen met inbegrip van het administratief toezicht op die besturen, de gesubsidieerde werken waarbij ze betrokken worden en van de vaststelling van het percentage dat aan het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn wordt toegekend.

Art. 3. De heer Jean-Maurice Dehousse, Minister van de Waalse Economie, is bevoegd voor :

- het economisch beleid met uitzondering van, in het kader van de hulp aan ondernemingen of exploitatie-eenheden, de kleine en middelgrote ondernemingen voor de toepassing van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand;
- het tewerkstellingsbeleid;
- de administratie, het beheer van het personeel en de algemene diensten, onverminderd echter de toepassing van artikel 9 van dit besluit;
- de verkrijging, aanleg en uitrusting van gronden voor industrie, ambachtswezen en diensten of van andere onthaalinfrastucturen voor investeerders, met inbegrip van de investeringen voor de uitrusting van industriezones bij de havens en de beschikbaarstelling daarvan voor de gebruikers;
- de ruilverkaveling van landeigendommen.

Art. 4. De heer Philippe Busquin, Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie, is bevoegd voor :

- de financiën en de begroting;
- het energiebeleid;
- de industriële verwerking van afvalstoffen;
- de industrialisering van de visteelt.

Art. 5. De heer Melchior Wathelet, Minister van de Nieuwe Technologieën en van de KMO's, de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest, is bevoegd voor :

- het toegepast wetenschappelijk onderzoek in verband met het economisch beleid;
- de kleine en middelgrote ondernemingen voor de toepassing van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand;
- de bossen, de jacht, de vogelvangst en de riviervisserij;
- de ruimtelijke ordening, met uitzondering van de verkrijging, aanleg en uitrusting van gronden voor industrie, ambachtswezen en diensten of van andere onthaalinfrastucturen voor investeerders, met inbegrip van de investeringen voor de uitrusting van industriezones bij de havens en de beschikbaarstelling daarvan voor de gebruikers.

Art. 6. De heer Valmy Feaux, Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven, is bevoegd voor :

- het leefmilieu, met uitzondering van de industriële verwerking van afvalstoffen;
- het waterbeleid, met inbegrip van de ondergrondse waterlagen;

— de landinrichting en het natuurbehoud, met uitzondering van de ruilverkaveling van landeigendommen, de bossen, de jacht, de vogelvangst, de riviervisserij en de industrialisering van de visteelt.

Art. 7. De heer André Bertouille, minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica, is bevoegd voor :

- de huisvesting, met inbegrip van artikel 33 van de Huisvestingscode;
- de informatica en de statistiek.

Art. 8. Wanneer in een dossier ingeleid door de Minister tot wiens bevoegdheid het Toegepast Wetenschappelijk Onderzoek op economisch gebied behoort, de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië een verzoek zal indienen waarvan de betaling krachtens artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor Industriële Vernieuwing ten laste van het Gewest valt, zal het voorstel aan de Gewestexecutieve door die Minister en de Minister van de Waalse Economie gezamenlijk ondertekend worden; beide Ministers blijven gezamenlijk verantwoordelijk voor het dossier tot aan de afloop ervan.

Wanneer de Minister tot wiens bevoegdheid het Toegepast Wetenschappelijk Onderzoek op economisch gebied behoort, stelt vast dat een onder zijn bevoegdheid vallend dossier een gewestelijke tegemoetkoming ten laste van een economisch krediet zoals het Fonds voor Economische Expansie zou kunnen vereisen, betreft hij de Minister van de Waalse Economie in de behandeling van het dossier voorafgaandelijk de indiening van dit laatste bij de Gewestexecutieve; beide Ministers blijven gezamenlijk verantwoordelijk voor het dossier tot aan de afloop ervan.

Art. 9. Bij afwijking van artikel 3 van dit besluit wordt in de Executieve beraadslaagd over de vaststelling van het algemeen schema van de Waalse Administratie. Met inachtneming van artikelen 9 en 13, § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt eveneens aan een beraadslaging in de Executieve onderworpen alle statuutsonderwerpen, met inbegrip van de personeelsformatie van alle overheidslichamen en -instellingen, die in het kader van de gewestvorming zullen worden opgericht of aangepast.

Art. 10. Bij afwijking van artikel 2 van dit besluit, worden de opdrachten in verband met de intra-Belgische betrekkingen, dit is o.a. de betrekkingen tussen de Waalse Gewestexecutieve enerzijds en de Nationale Regering of de andere gemeenschaps- of gewestexecutieven anderzijds, door de Ministers, Leden van de Executieve, naargelang hun respectievelijke bevoegdheden uitgeoefend.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Buitenlandse betrekkingen behoren zorgt voor de coördinatie ervan.

Art. 11. Elke Minister, Lid van de Executieve is bevoegd voor het uitwerken van alle ontwerp van oprichting, organisatie en controle van de instellingen of inrichtingen die materies behandelen welke zijn bevoegdheden aangaan.

Art. 12. Behoudens wat het economisch beleid betreft is elk lid van de Executieve bevoegd voor het toegepast wetenschappelijk onderzoek in de materies die zijn bevoegdheden aangaan.

Art. 13. Het koninklijk besluit van 23 april 1981 houdende vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 27 januari 1982.

Art. 15. De Ministers, Leden van de Executieve, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 maart 1982.

De Ministers, Leden van de Waalse Gewestexecutieve,

A. DAMSEAUX
M. WATHELET

J.M. DEHOUSSE
V. FEAUX

Ph. BUSQUIN
A. BERTOUILLE